

18.12.2008 L'ADDIP, Association pour le Développement Durable de l'Identité des Pyrénées, communique
Groupe ours 2 – Elus, chambres d'agriculture et associations font bloc : le Préfet de région explose de colère.

Le Préfet de Région censé rétablir le dialogue lors du second GNO (Groupe National Ours) ce jeudi 18 décembre à Toulouse, a explosé de colère devant le front commun élus/ chambres d'agriculture/ associations qui n'ont pas siégé au groupe ours. [Vidéo en ligne ici](#) (début à 8'30)

Parce qu'il demandait de prendre la parole en avant-séance, Philippe Lacube, président de l'ADDIP, coordination pyrénéenne, s'est vu violemment prier de se taire par Dominique Bur, Préfet de région. Le Préfet, coordonnateur du plan ours, a ensuite perdu tout contrôle de lui-même, jetant à la figure de notre représentant le dossier que nous voulions lui remettre en l'absence de la Secrétaire d'Etat.

Nullement stoppés par ses « *je ne vous donne pas la parole ! Je ne veux pas de votre dossier et je ne le prendrai pas !* », les 6 représentants de l'ADDIP et des associations ASPAP09, ADIP31, ASPP65 et FTEM64 ont fait face avec calme et détermination, et ont réussi à délivrer leur message :

- 1) « *Le groupe ours a pour objet la gestion du plan ours : nous avons toujours refusé l'introduction d'ours slovènes, et nous demandons l'arrêt du plan ours 2006-2009 : nous n'avons aucune raison de participer à sa mise en œuvre ;* »
- 2) « *Les mêmes qui avaient expliqué leurs difficultés en juin 2007 à Nathalie Kosciusko-Morizet, ne sont pas revenus : 6 conseils généraux, 3 conseils régionaux, le comité de massif, 6 chambres d'agriculture, 6 représentants des associations pyrénéennes manquent à l'appel. L'essentiel du groupe ours, le voici : 6 associations pro-ours, un plein collège de fonctionnaires de différents ministères et administrations. Sachez que vous ne représentez que vous-même, que « votre réunionniste » n'a aucune légitimité sur le terrain et que quoi qu'il en sorte, jamais vous n'obtiendrez une quelconque validation des pyrénéens* »,
- 3) « *Nous en appelons à la Ministre pour que l'Etat cesse de considérer l'avenir du massif par la lorgnette de l'ours, et que les 2 millions d'euros du plan-ours, surtout dans la crise financière et sociale actuelle, soient utilisés pour un réel développement durable de nos vallées.* »

Ils ont ensuite quitté la salle, accompagnés jusqu'aux grilles de la Préfecture par les forces de l'ordre, suivis peu après par le représentant des 6 chambres d'agriculture des Pyrénées venu lire une motion exprimant un total désaccord avec le plan ours, GNO y compris.

Une délégation d'une soixantaine de personnes, et notamment de représentants espagnols venus spécialement nous soutenir du Val d'Aran les a acclamés au son des cloches, avant d'entamer un solide casse-croûte montagnard sous les fenêtres de la Préfecture.

Déterminés et mobilisés, nous avons réussi à empêcher les lâchers en 2007 et 2008. La prochaine réunion complète du GNO n'aura lieu qu'en mai 2009. Tout lâcher est suspendu. Les associations occupent le terrain et ne laisseront personne les faire taire.

Mais qu'y avait t'il donc dans cette enveloppe ? Nous vous l'adressons ci-joint :

- 1) le Manifeste transfrontalier des Pyrénées, qui dénonce l'échec du programme d'introduction d'ours et propose « que les notions de biodiversité soient abordés **dans une perspective globale de la réalité de nos montagnes**, en tenant compte des facteurs environnementaux, sociaux, et économiques, afin d'assurer un développement durable sous tous ses aspects, et pas uniquement sous l'angle d'espèces emblématiques. »
- 2) Un extrait de notre rapport qui montre comment « l'administration de l'ours » par déformation, omission ou mensonge, transmet des informations falsifiées au ministère, qui se base sur ces éléments pour prendre les décisions qui lui incombent.

Contact : Magali Boniface 06 30 29 90 86